

TOGO : QUELS REPERES POUR UN PAYS EN QUETE DE SON IDENTITE NATIONALE ? (1958-2010)

Essohanam BATCHANA

Université de Lomé (Togo)

Département d'Histoire et d'Archéologie

E-mail : essobatchana@gmail.com

Résumé

Avec une superficie de 56 600 Km², le Togo compte une quarantaine d'ethnies. Ce territoire de 6 millions d'habitants (RGPH¹ 2010) a connu des crises politiques débouchant parfois à des affrontements intercommunautaires. Ces violences ont amené en mai 1963, les autorités politiques, à créer une Commission de réparations en vue de dédommager les victimes des persécutions politiques entre le 27 avril 1958 et le 13 janvier 1963. Quarante-six (46) ans après, le pouvoir fut de nouveau obligé de créer un autre organe de réconciliation, la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR). Celle-ci s'est penchée sur les violences à caractère politique entre 1958 et 2005 et a fait des recommandations en vue de la réconciliation des Togolais. Dans la recommandation 44, la CVJR proposa l'instauration d'une journée nationale de la réconciliation dont la célébration chaque année, permettra aux Togolais de renouveler leur engagement à vivre ensemble dans la paix. Cette date consensuelle fut difficile à trouver.

En définitive, la CVJR suggéra le 20 août, date de la signature en 2006 de l'Accord politique global (APG), dont les conclusions ne sont pas toutes mises en œuvre. Ces difficultés éprouvées par la CVJR pour trouver une date mémorielle, ne sont-elles pas la preuve que les Togolais manquent de repères? Cette absence de consensus autour des repères nationaux n'est-elle pas un obstacle à la construction de l'Etat-Nation au Togo?

Mots clés : Togo, identité nationale, repères, emblèmes nationaux, consensus.

¹ Recensement général de la population et de l'habitat.

Abstract

Togo covers an area of 56,600 square kilometers, and has some forty ethnic groups. This territory of 6,000,000 inhabitants (RGPH 2010) has experienced political crises sometimes leading to communal clashes. These acts of violence have led, in May 1963, the political authorities to establish a Commission of repairs to compensate victims of political persecution occurred between April 27th, 1958 and January 13th, 1963. Forty six (46) years later, the Togolese power again was obliged to create another body of reconciliation, i.e. the Truth Justice and Reconciliation Commission (CVJR). The present Commission has examined the political violence occurred between 1958 and 2005 and made recommendations in view of reconciling all Togolese. Reading the 44th Recommendation, the CVJR proposed the establishment of a national day of reconciliation of which celebration every year will enable Togo to renew their commitment to live together in peace. This consensus was hard to reach. Ultimately, the CVJR suggested August 20th as a reconciliation national day which reminds the date of the signing, in 2006, of the Global Political Agreement (APG) whose findings are not all implemented. On the basis of these difficulties for the CVJR to find a memorial day; doesn't this show the Togolese lack of benchmarks? The absence of consensus on national benchmarks is it not an obstacle to the construction of the Nation-State?

Keys-words: Togo, national identity, mark, national emblems, consensus.

Introduction

La problématique de l'identification des repères, éléments fondamentaux de la construction nationale, n'est pas nouvelle. Elle remonte en France aux années 1920, avec le sociologue Maurice Halbwachs, qui en 1925, dans *Les cadres sociaux de la mémoire*¹, inventa l'expression devenue célèbre de « mémoire collective ». A sa suite, Pierre Nora dans la décennie 1980, dirigea une œuvre collective de recherche sur les « Lieux de mémoire ». Dans ce livre d'histoire symbolique, il passa en revue les éléments constitutifs de la France : *La Marseillaise*, le drapeau tricolore, l'académie française, des figures de Vercingétorix, Charlemagne, Jeanne d'Arc ou Gambetta, etc. Selon lui, deux mythes d'origines fondent la France : les Francs et les Gaulois, alors que d'autres pays ont fondé leur identité sur des

¹ Ce livre a été réédité chez Albin Michel en 1994.

éléments différents, par exemple la Hollande sur l'économie, l'Allemagne sur la langue ou la race (Nora 1999 : 347). C'est dire qu'une identité nationale se construit à travers des mythes qui finissent par constituer des éléments fondateurs d'une Nation.

Les Etats multiethniques africains, pour se forger une identité, ont réanimé après les indépendances, le passé précolonial en exaltant des « héros de la résistance », défenseurs de la terre des ancêtres contre les envahisseurs étrangers. Les grandes figures de l'histoire précoloniale, El Hadj Omar, Samory Touré et Béhanzin en Afrique de l'Ouest, Abdel Kader et Abdel Krim en Afrique du Nord, le mahdi au Soudan, Ménélik II en Ethiopie, Anne N'Zinga et Msiri en Afrique centrale, Chaka en Afrique australe, furent ainsi ressuscitées. D'autres figures émergèrent aussi, à la suite de la lutte pour l'indépendance (Wondi 2010 : 752). Dans ce processus de construction nationale, les Etats africains tout en faisant recours aux valeurs « authentiques » adoptèrent les symboles modernes d'identification des Etats modernes : fêtes nationales, drapeau, hymne national, devise, etc.

Dans ces Etats modernes, ces symboles « fédérateurs » sont parfois objets de controverses, comme c'est le cas au Togo, où les repères ne font pas consensus, posant ainsi l'épineuse question de la cohésion nationale. Ceci étant, en quoi l'absence de repères constitue-t-elle un obstacle à la construction nationale au Togo ?

Ce travail, réalisé essentiellement sur la base des articles de presse et de la littérature sur la question, présente dans un premier temps, le débat sur la mémoire comme élément constructif de la nation qui a cours au Togo et dans un second temps, les obstacles qui empêchent les acteurs politiques de s'accorder sur des repères acceptés.

1. Le Togo à la recherche de sa mémoire ?

L'histoire d'une nation est toujours ponctuée d'événements heureux ou malheureux, inscrits dans la mémoire collective. Ces événements devenus un héritage collectif sont commémorés à défaut d'être célébrés. C'est ainsi qu'en France par exemple, le 14 juillet 1789, le 11 novembre 1918, le 6 juin 1944, ou encore le 8 mai 1945, etc. commémorées, constituent pour les Français une occasion de rappeler les valeurs cardinales qui sous-tendent la Nation. Au Togo, les dates commémoratives sont souvent objets de débats.

1.1. Des dates controversées, une célébration en demi-teinte

En raison de son statut juridique particulier sous le régime de tutelle¹, le Togo connut très tôt une vie politique. De 1946 à 1960, cinq formations occupèrent la scène politique avec point d'orgue la proclamation de l'indépendance le 27 avril 1960. L'histoire de ce territoire a été ponctuée de faits marquants. Des auteurs (Agbobli 1992, 2007 ; Kadanga 2007 ; Agboyibo 1999 ; etc.) sont unanimes sur les quatre dates les plus importantes : le 27 avril 1958², le 27 avril 1960³, le 13 janvier 1963⁴ et le 13 janvier 1967⁵.

Ces dates, événements majeurs de l'histoire politique du Togo, divisent. Entre 1958 et 1959, une controverse au sujet du choix de la date de la proclamation de l'indépendance opposa les acteurs conduisant à une rupture entre Anani Santos, ministre de la Justice et son Premier ministre, Sylvanus Olympio.

En effet, le tandem CUT-Juvento, victorieux des législatives anticipées du 27 avril 1958, avait fait campagne pour l'indépendance immédiate. Le Mouvement des jeunes, Juvento⁶ insista pour que l'indépendance soit proclamée sans délai, c'est-à-dire dès 1958. *Négréta*, son journal, s'en fit l'écho dans son numéro 16 du 27 mai 1958 :

« En fin d'année, se posera à l'ONU la question de la date de l'indépendance du Togoland Oriental. (...). Du reste, dans le cadre du système de tutelle, le seul élément qui conditionne l'octroi d'indépendance, c'est la maturité du peuple intéressé. Aucune contestation n'est plus possible sur ce point quant au Peuple togolais.

¹ Le Togo, est l'un des rares territoires à avoir connu trois colonisateurs, l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France. Protectorat allemand (1884-1914), le territoire fut à la fin de la Première Guerre mondiale placé sous le mandat de la SDN (1922-1945), puis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous la tutelle de l'ONU (1945-1960) dont l'administration fut confiée à la France.

² Le Comité de l'unité togolaise (CUT) et ses alliés (Juvento et indépendants) obtiennent la majorité à la Chambre des Députés suite aux élections législatives anticipées du 27 avril 1958 (d'Almeida 1998).

³ Proclamation de l'indépendance du Togo par Sylvanus Olympio avec cette phrase célèbre : « Sentinelle que dis-tu de la nuit ? La nuit est longue, mais le jour vient ».

⁴ Sylvanus Olympio, 1^{er} Président du Togo indépendant est assassiné lors d'un coup d'Etat militaire. Il fut remplacé le 15 janvier 1963, par son beau frère et ancien 1^{er} ministre du Togo (1956-1958), Nicolas Grunitzky.

⁵ Coup d'Etat militaire contre le Gouvernement Nicolas Grunitzky. L'armée prend le pouvoir confié au Colonel Kléber Dadjo, en tant que dirigeant du Comité national de réconciliation, une position qu'il a gardée jusqu'au 14 avril 1967 lorsque le Lieutenant-colonel Gnassingbé Eyadema fut nommé Président.

⁶ La Juvento est encore appelée Mouvement des jeunes, en raison de la jeunesse de ses militants.

L'état de sous-développement économique ne peut être un empêchement à l'octroi de l'indépendance ».

Or, forts des difficultés liées à l'exercice du pouvoir et de la conjoncture économique, le Premier ministre, Sylvanus Olympio et le CUT, remirent à plus tard la proclamation de l'indépendance. Le discours du Chef de gouvernement au lendemain de la victoire nationaliste tranche avec la position exprimée par la Juvento :

« Dans notre association, il y a des hommes âgés, nous ne sommes pas tous des jeunes et nous savons très bien que nous ne pouvons pas mener seuls notre pays, que nous nous avons besoin des techniciens de ce pays. Il me semble que c'est pouvoir le plus ordinaire, d'utiliser les techniciens et également de demander à la France de continuer à nous aider et de nous envoyer ses techniciens afin que nous puissions continuer le développement économique et social du pays ¹».

Face à ces positions, les progressistes (PTP²-UCPN³), proposèrent le 30 août 1959⁴ ou à défaut le 28 octobre 1959⁵. Le 30 avril 1959, le CUT, majoritaire à la Chambre des députés, trancha en faveur du 27 avril 1960, anniversaire des élections de 1958 et de la victoire des nationalistes (d'Almeida 1998 : 105). Le 11 mai 1959, soit onze jours après cette décision, le leader de la Juvento, Anani Santos, se désolidarisa du Gouvernement et présenta sa démission au Premier ministre.

Ce coup d'éclat d'Anani Santos, première fissure entre des alliés dont l'entente avait permis la victoire d'avril 1958, marqua la fin coalition CUT-Juvento. Aussi, la célébration bien que réussie de la fête de l'indépendance, le 27 avril 1960, ne mobilisa pas tous les Togolais, notamment ceux de la Juvento et de l'UDPT⁶. Malgré des réticences et la chute du régime Olympio, le 27 avril, fut commémoré avec faste, jusqu'en 1967.

Avec la prise du pouvoir par les militaires en janvier 1967, le 30 août⁷, fut remis en scelle. Le 30 août 1969, dans un discours prononcé à Kpalimé, fief du CUT, le Président de la République, le Général

¹ *Togo Républicain* du 30 avril 1958.

² Parti togolais du progrès.

³ Union des chefs et des populations du Nord.

⁴ Le 30 août est le jour anniversaire de la proclamation de la République autonome du Togo dont les progressistes avaient été les principaux artisans en 1956.

⁵ Le 28 octobre est le jour anniversaire du référendum organisé en 1956 pour la levée de la tutelle de l'ONU sur le Togo.

⁶ Union démocratique des populations togolaises, née en 1959 de la fusion entre le PTP et l'UCPN.

⁷ Anniversaire de la proclamation de la République autonome du Togo (RAT).

Eyadema, lança un appel pour la création d'un grand mouvement, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), créé trois mois plus tard, à la suite d'un Congrès tenu à Lomé du 29 au 30 novembre 1969. Depuis lors, le 30 août est célébré au Togo, non plus pour se commémorer la proclamation de la République autonome du Togo (RAT), mais l'appel « historique de Kpalimé ». Aussi, la célébration du 27 avril ne connut-elle plus le même éclat. A partir de 1974¹ et surtout de 1977, le 13 janvier, baptisé par les nouvelles autorités, « fête de la libération nationale », devint l'occasion de grandes annonces du pouvoir : l'on célèbre « l'unité retrouvée³ » grâce au « Père de la Nation togolaise⁴ », et à l'armée, dont il était le chef suprême. De 1977 à 1986, la célébration du 13 janvier prima sur celle du 27 avril. Cette situation encouragea, le 21 avril 1987, le président de l'Assemblée nationale, Valentin Mawupé Vovor, qui introduit un projet de loi supprimant le 27 avril de la liste des fêtes légales. Malgré certaines réticences (Agboyibo 1999 : 28), le texte fut voté le 21 mai 1987⁵.

1.2. Des emblèmes nationaux dévoyés?

La République autonome du Togo, créée le 30 août 1956, était dotée des symboles d'un Etat autonome : un drapeau à fond vert comportant deux étoiles d'or (une symbolisant le Sud et une le Nord), un drapeau griffé d'un drapeau français à l'angle supérieur gauche, une devise (Union-Ordre-Travail), et un hymne (*La Togolaise*).

Les partis nationalistes opposés à la RAT, exploitèrent toutes les occasions pour se faire entendre. Charles King, Président de la 4^{ème} mission de visite des Nations-Unies, put mesurer leur hostilité au nouveau statut du Togo. Le 31 mai 1957, lors du passage de la mission onusienne à Lomé et en présence de celle-ci, deux jeunes

¹ Le 13 janvier 1974, placé sous le signe de l'« indépendance économique », a été marqué par l'augmentation à 51% de la participation du Togo au capital social de la Compagnie togolaise des mines du Bénin (CTMB) et à 10 %, celle des salaires du secteur public et du secteur privé. *Togo Presse*, n° 3489 du 12 janvier 1974, p. 3.

² Le président Eyadema dans son message à la nation : Cet anniversaire est celui de la joie et de la réflexion : 15% d'augmentation de salaires tant du secteur public que du secteur privé ; les allocations familiales des agents permanents du secteur public passent de 500 à 1000 francs ; pour la troisième année consécutive les masses paysannes sont exonérées de la taxe civique », *Togo Presse*, n° 4398 du 12 janvier 1977, p. 1.

³ « D'un pays déchiré, EYADEMA a fait en 10 ans une nation unie et respectée », *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 1.

⁴ « Et Eyadema créa la Nation Togolaise », *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 3.

⁵ Le 27 avril fut simplement mentionné comme date historique dans le texte de loi.

membres de la Juvento arrachèrent et lacèrent le drapeau de la RAT que l'on était en train de hisser au stade Gouverneur-Montagné. *Le National*, organe de la Juvento, relate cet incident avec une pointe d'humour :

« En effet, ce jour-là, au stade municipal de la ville de Lomé, une réception a été organisée en l'honneur des membres de la commission spéciale d'information des Nations unies. A l'envoi des couleurs, tout le monde se mit au garde-à-vous. Le clairon sonna. 7 gardes de cercle se présentèrent au pied du mât, un se mit à tirer sur la corde. Un jeune garçon vêtu comme un ouvrier traversa le garde et sauta rageusement dessus le drapeau, l'arracha et s'en accapara de force. Une véritable bataille s'engagea entre le jeune homme et la garde qui se rua sur lui alors que d'autres jeunes gens intervinrent pour lui porter secours. 16 personnes sont arrêtées et jugées pour "injures à l'emblème national togolais et violence à agents de la force publique¹ ».

Huit des militants nationalistes appréhendés furent condamnés en correctionnelle le 26 juin 1957 :

Tableau n° 1 : Condamnés dans l'affaire de lacération du drapeau le 31 mai 1957

N° d'ordre	Nom et prénoms des condamnés	Peines
1	Christophe Ayayi Gaba	1 an d'emprisonnement
2	Joseph Akakpo	1 an d'emprisonnement
3	Comlagan Dounyetor	1 an d'emprisonnement
4	Gabriel Lossa Gayehossi	1 an d'emprisonnement
5	Robert Kossi Dansou	1 an d'emprisonnement
6	Kodjo Bakouaya	1 an d'emprisonnement
7	Kokou Alawo	1 an d'emprisonnement
8	Edoh Tété	14 mois d'emprisonnement

Source : Réalisé par nous d'après *La Muse Togolaise*, 3^{ème} année, n° 52 du 11 juillet 1957.

Cet incident, salué par les nationalistes comme acte de bravoure, fut le premier geste de reniement des emblèmes nationaux et de l'héritage progressiste. A l'indépendance en 1960, les nouvelles autorités nationalistes crurent nécessaire de changer les emblèmes du pays. Une Commission consultative fut créée pour étudier les propositions d'emblèmes et de l'hymne national. L'organe présidé par le Dr Rudolph Comlan Tréno, décerna le prix de l'emblème national

¹ *Le National*, 1^{ère} année, n° 67 du 3 juin 1957.

à Paul Ahyi et à Jean Johnson, concepteurs du drapeau retenu¹. Par décision n° 31/MF/FE du 13 février 1960 du Ministre des Finances, Hospice Omoru Dominique Coco, une prime de 25 000 francs CFA fut accordée à chacun des co-concepteurs.

Photo n° 1 : Drapeau togolais de l'indépendance, conçu en 1960



Source : Cliché Batchana, 27 avril 2014

L'auteur de « *Terre de nos aïeux* », hymne de l'indépendance, Alex Casimir Dosseh- Anryon² reçut 50 000 francs CFA pour sa composition. Le nouvel Etat togolais, se dota aussi d'une nouvelle devise : « *Travail-Liberté-Patrie* ».

La logique de renouvellement des emblèmes nationaux et des lieux de mémoires, inspira la construction d'un monument de l'indépendance, un ouvrage réalisé par l'architecte français Georges Coustère aidé dans sa tâche par son frère, François ainsi, que des togolais Paul Ahyi et Djato Monsila.

Paul Ahyi, décrit ce chef-d'œuvre artistiquement bien orchestré :

« Le monument se présente comme suit : pour la forme, nous avons privilégié un élément porteur qui est comme un pont. Dans le vide du milieu, l'on y voit un homme qui se déchaîne, qui se libère. Et cet homme représente le peuple togolais. Sur les ailes en béton, de part et d'autre il y a des trous qui devraient recevoir des dalles de verre, donc des vitraux pour donner à ces masses de béton le jour comme la nuit une certaine joliesse, beauté. Devant cette masse de béton, il y a une structure en ronde

¹ Ce drapeau se compose de cinq bandes horizontales de même largeur et de couleurs vertes (en haut et en bas), alternant avec des bandes jaunes. Une étoile blanche à cinq pointes figure sur un carré rouge placé dans le coin supérieur du côté de la hampe. Les cinq bandes horizontales correspondent aux cinq différentes régions du pays. Le carré rouge est destiné à exprimer la loyauté et le patriotisme du peuple. Le vert symbolise l'espoir, la fertilité et l'agriculture. Le jaune représente la richesse minérale et la foi en ce que le travail acharné et la force apporteront la prospérité. L'étoile symbolise la vie, la pureté, la paix, la dignité et l'indépendance du Togo (Gayibor éd 2005 : 676).

² Paroles et musique d'Alex-Casimir Dosseh, avec l'aide de son frère, le futur archevêque de Lomé (Gayibor éd 2005 : 676).

bosse, représentant une femme qui, dans un geste d'élévation tient dans un vase la flamme de l'indépendance. Cette flamme n'est allumée que la veille des événements essentiels. On peut se demander pourquoi une femme ? La femme est source de fécondité. On souhaite que toutes les actions futures menées par le peuple togolais soient positives, fécondes. Sa nature de femme incarne la liberté qui doit engendrer des actions positives¹».

Photo n° 2 : Monument de l'indépendance du Togo, construit en 1960



Source : Cliché Batchana, 27 avril 2014

Un autre coréalisateur, Monsila Djato explique le processus qui a conduit à la réalisation de ce monument d'art :

« Dans la réalisation de ce chef-d'œuvre artistique, j'étais spécialement chargé de rechercher le tabouret sur lequel la dame qui porte la flamme est assise. C'est un tabouret d'origine bassar qu'on ne sculpte qu'à l'occasion du mariage d'une princesse. Et c'est sur ce tabouret sacré à plus d'un titre, qui accompagnait la princesse Bassar dans son nouveau foyer, que devrait s'asseoir la dame porteuse de la flamme de notre indépendance. Comme je suis Bassar, j'ai donc été mandaté pour aller chercher ce tabouret. Arrivé à Bassar, j'ai fait sculpter ce tabouret par un sculpteur qui habitait dans le quartier du chef supérieur de Bassar de l'époque. Selon le symbolisme des frères Coustère, l'événement de l'indépendance était aussi heureux comme un mariage. Et comme la princesse qui, arrivant nouvellement dans son foyer, apporte la joie et le bonheur, celle du monument, assise sur le tabouret apporte la lumière qui doit dorénavant éclairer le peuple togolais dans sa marche des ans. C'est ainsi que le tabouret a été introduit dans cette œuvre. Par ailleurs, la silhouette d'homme sculptée dans le monument est la mienne. Comment

¹ togozone.com/le-monument-du-flambeau-de-lindependance-au-tog/, consulté le 10 juillet 2014 à 5h 26.

cela a été conçu ? On a construit un grand mur peint en blanc, et tard dans la nuit, on m'a placé devant un grand projecteur, alors ma silhouette s'est projetée sur le mur et l'architecte Coustère a décalqué puis fait l'agrandissement qui a servi à la réalisation du bloc de ciment de l'indépendance¹ ».

Certes, ces réalisations sont d'une ingéniosité remarquable, mais les progressistes n'étaient pas associés à leur conception. Mieux, elles symbolisaient la disparition des emblèmes de la RAT. Robert Ajavon, Président du PTP, dénonça cette politique qui consista à effacer de la mémoire du Togo, les traces de leur passage :

« Aucune trace de notre passage ne paraît résister. Toutes nos archives ont été, semble-t-il, systématiquement détruites. Seul le monument érigé pour fixer dans la pierre un moment historique capital de notre pays dresse encore sa sobre et pure silhouette vers le ciel. Mais parce qu'il n'était pas possible d'effacer aussi cette trace de notre œuvre, on la mua en 'monument aux morts'. Ce fut un sacrilège ! » (Ajavon 1989 : 7).

Photo n° 3 : Monument de la RAT, transformé en monument aux morts en 1960



Source : Cliché Batchana, 27 avril 2014

En 1989, soit 31 ans après la défaite progressiste d'avril 1958, Robert Ajavon crut utile de publier un ouvrage afin « que la nouvelle génération et celles qui viendront n'ignorent pas l'œuvre de leurs prédécesseurs » (Ajavon 1989 :7-8). L'introduction de ce livre sur fond d'amertume, est ponctuée d'une leçon d'histoire :

¹ togozone.com/le-monument-du-flambeau-de-lindependance-au-tog/, consulté le 10 juillet 2014 à 5h 26.

« La roue tourne et chacun est sur un point de la roue. On est tantôt en bas, tantôt en haut. Quoi que fasse l'homme, il ne peut empêcher la roue de tourner... Oui. L'angoisse de voir s'écrouler en un jour l'œuvre que je croyais éternelle et à laquelle j'ai consacré tant de moments précieux et exaltants de ma vie » (Ajavon 1989 :7-8).

Ces leçons de vie ne s'adressaient certainement pas aux seuls nationalistes, puisque les emblèmes réalisés par eux furent aussi abandonnés par le RPT, parti unique érigé en parti-Etat, par la Constitution de la 3^{ème} République (1980). Le régime RPT manifesta aussi la volonté de faire disparaître les attributs de l'indépendance, en particulier, de démanteler le monument de l'indépendance, arguant de sa disharmonie dans le paysage¹, dès la construction de la *Maison du RPT*², du Centre administratif et des services financiers (CASEF) et de l'hôtel du 2 Février³. Le projet de la démolition du monument de l'indépendance ne fut pas exécuté, mais une statue⁴ du président Gnassingbé Eyadema, fut érigé en face de la Place de l'indépendance. L'hymne du RPT, « *Unité togolaise* » et la devise du parti « *Union, Paix, Solidarité* » devinrent ceux de la République togolaise. Au début de la décennie 1990, des Togolais dénoncèrent cette politique qui consista à dévoyer les emblèmes de l'indépendance (Tété-Adjalogo 2006 : 253). La promulgation le 12 avril 1991 de la charte portant création des partis politiques et la convocation de la Conférence nationale souveraine (juillet-août 1991), sonnèrent le glas des symboles du parti unique et du culte du président Eyadema.

1.3. Diversité des héros locaux, entrave à l'unité nationale?

Contrairement au Dahomey⁵ où dès 1917, des élites intellectuelles regroupées autour d'un organe de presse, *Le Récadère de Béhanzin*⁶,

¹ Déclaration de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) en date du 21 avril 2011.

² Devenue *Palais des Congrès* après la Conférence nationale souveraine (juillet-août 1991). C'est l'un des bâtiments les plus impressionnants du Togo. Construite à la fin des années 1970, la Maison du RPT devrait symboliser l'émergence du Togo. Lieu d'accueil des chefs d'Etats et de conférences internationales, la bâtisse est encore aujourd'hui, le siège du Parlement togolais.

³ Ces gigantesques bâtiments construits après l'accident de Sarakawa duquel le chef de l'Etat, le Général Gnassingbé Eyadema est sorti indemne, prennent en étau le monument de l'indépendance.

⁴ En avril 1991, des jeunes réclaments la démocratie et l'Etat de droit tentèrent de démolir cette statue. Elle fut finalement démontée par l'autorité même.

⁵ Actuelle République du Bénin.

⁶ *Le Récadère de Béhanzin* est la première manifestation significative à l'échelle de la colonie du Dahomey, de la volonté d'indépendance comprise comme étant le refus de

fixèrent Béhanzin dans l'histoire du pays comme héros de la résistance contre l'oppression coloniale (Anignikin 2013 : 59), au Togo, l'histoire nationale manque de « héros » fédérateur.

Pourtant, le Togo a aussi connu des héros qui ont payé de leur vie, leur résistance contre la colonisation. C'est notamment le cas du roi de Tado, aja Kpoyizoun, arrêté le 9 octobre 1900 par un détachement commandé par Chevrier, pour son refus de se soumettre à l'envahisseur français. Interné d'abord à Porto-Novo, puis déporté au Gabon dans le village de N'djolé, aja Kpoyizoun qui a humilié le représentant de la France en jetant « à terre sa canne », déclarant ainsi la guerre à la France, mourut en exil par noyade¹ le 11 février 1913 (Gayibor 2013 : 17-29). L'on peut citer aussi le cas du *fèmè* des Anoufom, Nabiema Assabiè, fusillé, le 2 novembre 1897, par les hommes du commandant allemand Thierry, pour un malentendu sur la détention par Nabiema Assabiè d'un traité de protectorat signé avec la France en 1895 (Tcham 2013 : 35-40).

Ces « héros nationaux? », morts pour leur refus de céder leur terre au colonisateur sont restés anonymes et n'ont pu servir de catalyseurs dans la lutte du Togo à l'accession à la souveraineté internationale. Ils étaient jusqu'à l'organisation les 11 et 12 février 2013, d'un colloque international sur « le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960²), d'illustres inconnus aussi bien des hommes politiques que des intellectuels.

De même, les hommes qui ont lutté pour l'accession du Togo à la souveraineté internationale ne font pas l'unanimité, et rares sont les rues de Lomé qui portaient leur nom jusqu'en 2006. Le débat est encore d'actualité sur les noms que devront porter certains hommes d'Etat togolais, en occurrence, Sylvanus Olympio et Gnassingbé Eyadema. En 2006, la Commission de réhabilitation de l'histoire du Togo, présidée par le 1^{er} archevêque du Togo, Mgr Robert Casimir Dosseh-Anyron, proposa que le 1^{er} Président togolais, Sylvanus Olympio soit reconnu comme le « Père de l'indépendance », et le Président Gnassingbé Eyadema, qui a dirigé le Togo de 1967 à 2005,

sujétion. C'est un journal manuscrit, publié dans la clandestinité à Porto-Novo par Louis Hunkarin de mars à juin 1917 (Anignikin 2013 : 57).

¹ Les circonstances de la mort du roi de Tado, aja Kpoyizoun, ne sont pas élucidées. Les chercheurs, notamment (Gayibor 2013), réfutent la thèse officielle de mort par noyade.

² Ce colloque a été organisé pour commémorer le centenaire de la disparition en déportation au Gabon, le 12 février 1913, d'Aja Kpoyizoun, anyigbafio de Tado. Un ouvrage a été publié sous la codirection de Messieurs Esoham Assima-Kpatcha et de Koffi Nutéfé Tsigbé, au 4^e trimestre 2013.

porte le titre de « Père de la Nation ¹ ». Cette suggestion médiane ne requiert pas l'assentiment de la plupart des Togolais. Dans une déclaration en date du 21 avril 2011 et signé de son Président, l'Alliance nationale du changement (ANC)², deuxième force politique du Togo suite aux élections législatives du 25 juillet 2013³, estima que Gnassingbé Eyadema n'a pas sa place au monument de l'indépendance du Togo.

La Commission de réhabilitation de l'histoire du Togo suggéra par ailleurs le rapatriement en terre togolaise des restes de Sylvanus Olympio, l'homme qui a incarné à lui tout seul le Togo et qui aurait dit *Le Togo, c'est moi* (Agbobli 2007 : 46-110). Il s'agit à ce jour, d'un vœu pieu, Sylvanus Olympio reposant toujours à Agouè, sa bourgade d'origine, située en territoire dahoméen (béninois) à quelques kilomètres de la frontière entre les deux pays (Agbobli 2007 : 39⁴). L'un des biographes du 1^{er} Président togolais, Atsutsè Kokouvi Agbobli lança en 1992, une polémique vite refermée en s'interrogea sur l'exactitude du lieu où repose le corps de Sylvanus Olympio :

« Comme dans les temps anciens où les grands hommes sont inhumés dans leur propriété, le sépulcre du plus grand des Togolais ne se trouve-t-il pas provisoirement caché quelque part dans la petite bourgade d'Agouè? Des rumeurs persistent dans certains milieux selon lesquelles la bière portée en terre le jour de son enterrement officiel ne contiendrait pas les restes du premier Président du Togo. Secrètement enfoui sous un lit dans une des maisons de sa localité d'origine, le corps du héros et père de l'indépendance togolaise attendrait d'être ramené un jour au bercail, pour y recevoir tous les honneurs dus au combattant suprême d'une juste cause » (Agbobli 2007 : 112).

¹ Depuis 1977, le Président portait ce titre de « Père de la Nation ». En effet, à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du régime Eyadema, le RPT estimant qu'il a fait d'un pays déchiré, une nation prospère, s'exclama par la voix de Kwaovi-Benyi Johnson, « Et Eyadema créa la nation togolaise ». Lire *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 5.

² Déclaration de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) : Gnassingbé Eyadema n'a pas sa place au monument de l'indépendance du Togo ! du 21 avril 2011, disponible sur www.anctogo.com, consulté le 8 mai 2014 à 4h 55

³ L'ANC a obtenu lors de ces élections 16 sièges contre 6 pour la coalition Arc-en-ciel, 3 à ADDI et 3 à l'UFC. L'Union pour la République (UNIR), parti majoritaire ayant obtenu 62 des 91 sièges que compte le parlement togolais.

⁴ La famille Olympio n'ayant pas encore donné son accord. Pourtant, depuis mai 2010, Chilchrist Olympio, fils de Sylvanus Olympio et Président national de l'Union des forces du changement (UFC), principal parti politique de l'opposition jusqu'à la création de l'ANC en 2010, a signé un accord avec le pouvoir RPT. Grâce à cette entente, l'UFC, participe au gouvernement togolais.

Certes, les fils de Sylvanus Olympio ont catégoriquement réfuté ces rumeurs affirmant que « la dépouille de leur père gît à l'entrée du cimetière d'Agouè, la tête tournée vers l'Ouest, vers le Togo, ce petit coin d'Afrique qu'il a tant aimé » (Agbobli 2007 : 112). Du reste, cette polémique pose la problématique de la place mémorielle qu'occupe au Togo le 1^{er} président du pays¹.

A l'exception du Président Eyadema Gnassingbé, inhumé dans le caveau familial à Pya et bénéficiant des hommages de la Nation tous les 5 février, les autres anciens chefs d'Etat togolais morts, n'ont droit à aucune reconnaissance nationale : tombes abandonnées, anniversaires de décès ignorés, etc. C'est le cas de la tombe de Nicolas Grunitzky², mort en exil à Paris dans un accident de voiture le 27 septembre 1969³, exposée au soleil dans la cour de la mairie d'Atakpamé et de Kleber Dadjo⁴ décédé le 23 septembre 1988, perdue dans le cimetière catholique de Siou, son village⁵.

En 2010, lorsque le Togo célébrait le cinquantième anniversaire de son indépendance, des effigies des personnalités ayant présidé aux destinées du pays furent déployées le long des murs et sur les places publiques : Sylvanus Olympio, Nicolas Grunitzky, Kleber Dadjo, Gnassingbé Eyadema et Faure Gnassingbé. Les photos du président intérimaire (février-avril 2005), Abbass Bonfoh, alors président de l'Assemblée nationale, manquaient à la liste. L'intéressé s'est plaint

¹ Agbobli (2007 : 112) affirme même que le cercueil de Sylvanus Olympio était si hermétiquement scellé par les soins du petit frère Clarence Olympio que de bonnes âmes craignaient que l'esprit du président ne soit à jamais prisonnier.

² Nicolas Grunitzky (5 avril 1913-27 septembre 1969) est le deuxième Président du Togo indépendant de 16 janvier 1963 au 13 janvier 1967.

³ Tshitenge Lubabu M. K., « La chute du président togolais Nicolas Grunitzky » [archive], sur <http://www.jeuneafrique.com> [archive], 14 janvier 2008 (consulté le 13 janvier 2014).

⁴ Kléber Dadjo (12 août 1914-23 septembre 1988), était au moment de l'indépendance du Togo en 1960, le Togolais le plus haut gradé dans l'armée française. En 1963 après le coup d'Etat, il fut promu Lieutenant-colonel et fut à la tête du cabinet militaire de président Nicolas Grunitzky. Après le second coup d'Etat le 13 janvier 1967, il devint Président intérimaire du Togo jusqu'au 14 avril 1967. In www.africansuccess.org/visuFiche.php?id=263&lang=fr consulté le 13 janvier 2014 à 19h39.

⁵ Kalimassa qui a soutenu un mémoire de maîtrise ayant porté sur le Colonel Kléber Dadjo, affirme que l'ancien Président du Togo aurait voulu être enterré dans la cours de sa maison, mais l'Etat togolais refusa d'accéder à cette dernière volonté du défunt pour des raisons inconnues. Malgré ce refus, une tombe fut érigée en sa mémoire dans la cour de sa maison à Siou (Kalimassa 2010 : 90).

en privé¹ et des intellectuels dénoncèrent cet « oubli ? », entorse à l'histoire nationale.

Comment comprendre ce dévoiement des emblèmes nationaux? Pourquoi les Togolais peinent-ils à trouver des dates et des repères rassembleurs ?

2. Pour une compréhension des dissensions politiques au Togo

2.1. Une organisation précoloniale, marquée par le souci de liberté

Malgré ses modestes dimensions², le Togo est habité par une quarantaine de groupes ethniques (Gayibor 2005 : 25). L'organisation sociopolitique précoloniale de ces peuples, était marquée par une indépendance entre les différentes strates de la société et entre les différents peuples.

Contrairement aux peuples voisins du Togo, les Mossi (au Nord), les Ashanti (à l'Ouest) et les Fon (à l'Est) qui se sont organisés en royaume avec un pouvoir politique hautement hiérarchisé et fortement centralisé, ceux de l'espace togolais avaient en général, une *organisation moins centralisée* : cités-Etats et chefferies d'un côté, théocraties et organisations lignagères de l'autre. Certes, des royaumes comme celui des guin à Glidji (Gayibor 1991) ou encore des Anoufom à Sansanné-Mango (Tcham 2007), etc. ont pu être constitués, mais les groupes les plus homogènes (Moba-Gourma, Tem, Ewé, etc.) n'étaient que des chefferies indépendantes.

Les circonstances qui ont amené les Ewé³ à l'exode de Notsè⁴ pour essaimer à travers la partie méridionale du Togo, inspirèrent une organisation sociopolitique moins centralisée. Dans la partie septentrionale du territoire, aucun groupe, ni aucune formation politique d'envergure n'a émergé avant le XVI^{ème} siècle pour s'imposer et par conséquent unifier cet ensemble hétérogène. Les Moba-gourma dont l'existence remonte au milieu du XV^{ème} siècle

¹ Selon des proches du président Abbass Bonfoh qui ont requis l'anonymat, ce dernier a piqué une rage folle à la suite de son absence de la liste des chefs d'Etat du Togo alors qu'il bénéficiait du statut d'ancien président. Lors d'une émission télévision sur la Chaîne nationale TVT le 25 avril 2010, les intellectuels invités pour débattre des cinquante ans de l'indépendance du Togo, dénoncèrent cette omission, entorse à l'histoire nationale.

² La superficie du Togo est officiellement de 56 600 Km².

³ Ce groupe représente environ 44% de la population totale du territoire.

⁴ Cet exode fait suite au règne d'Agokoli qui se déroula sous le signe d'un conflit d'autorité à l'intérieur de la ville, où Agokoli voulut sortir du cadre traditionnel dans lequel restait confinée la royauté, en intervenant personnellement dans la conduite des affaires de la cité, contre l'avis de ses conseillers (Gayibor éd 2005 : 189).

(Izard 1985 : 250), n'ont jamais constitué un Etat unitaire, mais une confédération de commandements territoriaux plus ou moins dépendants les uns des autres. Il en résultait des crises politiques et une instabilité chronique, les princes prétendant tous accéder au pouvoir (Gayibor éd 2005 : 200). L'une des sociétés les mieux structurées du nord, le royaume tem de Tchaoudjo, était organisé autour de sept chefferies constitutives entre lesquelles le pouvoir alternait : Kpangalam, Tchavadi, Kadambara, Komah, Birini, Yélivo et Kparatao. Ce royaume ne prit son essor que tardivement à partir de 1880, à la veille de la conquête coloniale de l'espace, pendant le règne de Ouro Djobo Boukari, dit Sé moh (1880-1889) de Kparatao. Souverain ambitieux, il engagea de nombreuses réformes en vue de sédentariser et renforcer le pouvoir du souverain¹ sur les autres chefs. Mais, ses successeurs (Ouro Djobo Tchadjobo 1897-1901 et Ouro Djobo Tchagodomou 1901-1906), inscrits dans cette logique de confiscation et centralisation du pouvoir à Kparatao furent démis par les Allemands respectivement en 1901 et 1906 (Gayibor éd 2005 : 352).

Quant aux autres peuples dits « autochtones » de l'aire culturelle lama (Kabiyè, Kouhama, Lamba, Logba, etc.) ou du bassin de l'Oti (Dyé, Natchaba, Konkomba, Moba) et de l'Atakora et ses environs (Bétanmaribè, Sola, Nawdéba, etc.), ils appartenaient à des sociétés de type segmentaire à prédominance lignagère ou clanique. Considérées comme des « anarchies » (Deschamps 1965 : 15-21), ces sociétés lignagères (Tcham 2004) de liberté, d'égalité et de fraternité dans un commun conformisme (Deschamps 1965 : 20) sont très répandues au Togo. Les Lama sont l'exemple type de cette organisation lignagère. L'ensemble de leur pays, est constitué de plusieurs groupements sociaux et territoriaux appelés *têto* (ou *têtu*), que l'on peut traduire par « terre » ou « terroir ». Le *têto* représentait l'espace à la fois géographique et social propre à un groupe humain organisé, sa structuration reposant sur des stratifications au niveau familial ou lignager.

Sur le plan social, on note une prééminence du pouvoir religieux, avec à sa tête le *tchotcho*, chef spirituel dont le pouvoir limité ne permettait pas d'imposer une quelconque théocratie. Il existe d'autres autorités, comme le doyen de lignage, les *sosa*, chargés de maintenir l'ordre au niveau de leur groupe et à l'intérieur du *têto*. Enfin, lorsque la sécurité du *têto* était menacée de l'extérieur, les *kondona* (guerriers) devaient le défendre et, de ce fait, participaient à la direction de la cité

¹ Jusque-là considéré comme un simple *primus inter pares* (Gayibor éd 2005 : 352).

(Tanai 2013). Ce morcellement de l'autorité politique empêcha l'émergence de tout pouvoir individuel, ou d'un groupe capable d'imposer sa volonté à tout le *têto*, voire aux groupements territoriaux voisins.

Cette absence d'unité politique à une échelle nationale a pour conséquence, l'inexistence d'une référence supra-ethnique ou supra-clanique, chaque peuple ayant sa référence locale.

Aussi, l'application du travail forcé sous la période coloniale surtout allemande et l'apprentissage de la vie politique, sur un fond régional et ethnique, au sortir de la 2^{ème} Guerre mondiale, eurent pour effet un sentiment antiunitaire des composantes ethniques du territoire.

2.2. Des identités nationales construites autour des ethnies et des régions

La colonisation allemande en appliquant au Togo un système politique d'évolution séparée des peuples a conduit à un sentiment antiunitaire avec la constitution de deux niveaux différents d'évolution sociale et culturelle. Ali Napo, l'un des spécialistes de la période allemande au Togo, souligne avec justesse que, le rapprochement obligé et autoritaire des peuples a été opéré dans l'inégalité entre les composantes dont les unes (celles du Nord) devaient travailler seulement sur les chantiers, tandis que les autres (celles du Sud) pouvaient bénéficier de quelques éléments du progrès techniques et culturels apportés par la colonisation. Cette situation a été dommageable pour les futurs togolais : relations difficiles, méfiance réciproque, déchirure entre les composantes ethniques, etc. (Ali Napo 1995 : 2002-2005).

Toutefois, on ne peut expliquer toutes les difficultés du Togo par le fait de la colonisation, notamment allemande, qui n'a duré que trente ans sur la côte (1884-1914) et beaucoup moins à l'intérieur. L'immédiat après 2^{ème} Guerre mondiale et la création des partis politiques à caractère régional (UCPN¹) ou ayant des revendications ethniques (CUT²), a renforcé les antagonismes identitaires.

En effet, l'émergence de l'UCPN le 2 juillet 1951 à Lama-Kara, un parti politique déclarant couvrir une région géographique (le Nord) pose, en premier lieu, le problème de sa délimitation et en second lieu de ses ambitions. Mais, dans le contexte politique des années 1950, le Nord est cette partie administrée par la France que le CUT ne souhaitait pas voir incorporée à l'Etat éwé. Le motif invoqué était

¹ Union des chefs et populations du Nord.

² Comité de l'unité togolaise.

essentiellement culturel : les habitants de cette région ne sont pas de culture éwé (Yagla 1992 : 81). Le second problème est celui de son unité : face au péril éwé, l'UCPN doit rassembler « ceux qui sont exclus par l'égoïsme tribal éwé pour faire échec au séparatisme éwé entrepris par les tenants de l'Etat éwé » (Yagla 1992 : 82). Selon les fondateurs de ce parti, la création de l'Etat éwé rendrait l'avenir des peuples du nord incertain, car les Ewé réunis, se sentiraient assez forts pour imposer leur loi aux peuples du Nord (Yagla 1992 : 82).

Quelles que soient les raisons qui ont sous-tendues la création de l'UCPN, le refus des peuples du nord de se soumettre aux desideratas de ceux du sud transparaît¹. Il s'agissait donc, d'une réaction contre la volonté de création d'un Etat, composé essentiellement d'Ewé (Eweland) dont le CUT et son principal leader, Sylvanus Olympio, en étaient les porte-parole au Togo français. Des auteurs comme (Aduayom 1975: 235) montrent qu'à l'origine de la création de l'UCPN, la volonté de la France de « diviser pour régner ». Certes, l'administration française n'était pas absente du projet puisque ce sont les commandants des cercles de Sokodé, de Lama-Kara et de Sansanné Mango qui ont été chargés de mettre en place les structures de ce parti, aux ambitions régionalistes.

Du reste, la colonisation ayant commencé par le sud du territoire, les peuples éwé avaient atteint un niveau de développement socioculturel « supérieur² » aux peuples du Nord : chemins de fer, routes, écoles, centres de santé, etc. Aussi, les premiers fonctionnaires (enseignants, infirmiers, etc.) ayant exercé au Nord sont-ils des ressortissants du Sud. Il en a résulté, non sans raison, une frustration des populations du Nord considérées par celles du Sud comme « inférieures ». Dans les rues de Lomé et de la plupart des localités du Sud-Togo, le « Kablè³ » était chargé de ce qualificatif désobligeant « Kablè gnoti gnon gnon » (Kabiyè au nez troué » (Ali Napo 1995 : 2005).

Les revendications identitaires du CUT entre 1947 et 1951 et régionalistes de l'UCPN (1951-1959) donnent à conclure qu'il existait en réalité deux Togo au moment de l'indépendance, que le Kabiyè se trouvant au Sud n'était pas chez lui et qu'un jour, il devra en être chassé⁴.

¹ Motion présentée par Nicolas Grunitzky et Mama Foussemi au nom du PTP et de l'UCPN en 1955, in Archives nationales du Togo-Lomé, Dapaong, 2APA, 1950-1958.

² L'on doit affirmer avec force que ce n'était pas de la faute des Ewé.

³ Expression qui désigne tous les ressortissants du Nord du territoire établis au Sud.

⁴ Ce sentiment a servi de fond de commerce aux hommes politiques qui, l'instrumentalisent à dessein.

Les leaders politiques en étaient-ils conscients ? Toujours est-il que pour réaliser l'harmonie et l'équilibre du Nord et du Sud, dans la fraternité et l'égalité de tous les Togolais¹, l'UCPN fusionna le 28 septembre 1959 avec son allié, le PTP. L'UDPT² dont le siège avait été fixé à Sokodé au nord du Togo, était présidée par le député de Pagouda-Ouest³, Antoine Idrissou Méatchi (d'Almeida 1998 : 142). Ce dernier, devenu porte-parole et représentant des populations du Nord, à la suite de l'assassinat de Sylvanus Olympio, le 13 janvier 1963, fut porté au poste de vice-président, la présidence étant assurée par Nicolas Grunitzky, représentant le Sud du pays. Ce bicéphalisme, trouvaille des Togolais, comme réponse à la division Nord/Sud vola en éclat, quatre ans après son expérimentation, le vice-président réclamant la présidence du fait de l'origine septentrional des putschistes du 13 janvier 1963 (Agbobli 1992). Aussi l'arrivée au pouvoir des militaires (majoritairement du Nord) en 1967 eut pour effet « une promotion des cadres du Nord », convaincus que leur heure a sonné et qu'il fallait en profiter. Significatif à cet égard, ce slogan né à partir des années 1970 chez les Kabiyè arrivés en masse au Sud pour les fonctions administratives à la faveur des changements politiques survenus en 1963 et 1967⁴, qui dit « ditô dikpé » (mangeons et partons), comme s'ils étaient seulement en pays étranger conquis, mais provisoirement (Ali Napo 1995 : 2005).

La crise sociopolitique que le Togo a connue au début de la décennie 1990 a convaincu ces derniers qu'ils pourraient être chassés du Sud, si leur frère kabiyè, le Président Gnassingbé Eyadema, perdait le pouvoir.

2.3. Une méfiance accrue entre acteurs politiques de la décennie 1990

La fin des années 1980 a été marquée partout en Afrique par des soulèvements populaires contre les autorités établies. Le Togo n'échappa pas à ce tumulte généralisé. Dans le pays, des heurts éclatèrent. Entre mars et avril 1991, des ethnies du Nord et particulièrement les Kabiyè furent pris à parti et expulsées de la région

¹ Point 4 du programme de l'UDPT.

² L'Union démocratique des populations togolaises.

³ Circonscription électorale du Nord.

⁴ Les militaires auteurs des deux coups d'Etat, le premier le 13 janvier 1963 et le second le 13 janvier 1967, sont majoritairement du Nord. L'un de leurs arguments pour expliquer la prise du pouvoir, était l'exclusion des populations du nord des postes administratifs. Bien entendu, il faut relativiser ces propos.

des Plateaux. A Bodjé et à Médjé, la violence fut singulièrement atroce (Kpéda 2011).

A Lomé, des groupes d'auto-défenses se créèrent sur des bases régionales : les *Ekpémog* pour les ethnies du Sud et les *Tonmog*¹ pour celles du Nord. Des populations du Nord quittèrent certains quartiers de Lomé, notamment Bè, Amoutivé, Nyékonapkoè, Kodjoviakopé, etc. pour des raisons sécuritaires. Ils regagnèrent Adéwi ou Agoè-Nyivé, où les ressortissants du Nord sont plus nombreux.

Les intellectuels entretenirent cette division. Les discours politiques manipulèrent les appartenances ethniques et régionales au point que l'espace national est lu à travers le prisme d'une coupure géo-humaine Nord/Sud, où le « Sud » serait victime de l'oppression des représentants du « Nord » (Spire 2011 : 97). Ainsi, à la suite des événements du 5 octobre 1990², des associations se créèrent. Les dix formations regroupées au sein du Front des associations pour le renouveau (FAR), eurent pour leaders, des intellectuels du Sud. La LTDH³ était dirigée par Me Joseph. K. Koffigoh, le CATR⁴ par Me Yaowi M. Agboyibo, l'ATLP⁵ par Gabriel Agah, l'ATLT⁶ par Me Jean Dégli, l'ACSL⁷ par Nicolas Lawson, l'UJA⁸ par Me Alexis Aquereburu, l'APED⁹ par Me Djovi Gally, le MELD¹⁰ par Djollé Yovodévi, le GRAD¹¹ par Spéro Humey, l'OULD¹² par Komlan Aboli (Amégée 2010 : 81).

Les partis politiques créés sur la base de la charte du 12 avril 1991, eurent aussi un caractère régional. Les cadres du CAR¹³, Me Yaowi Agboyibo, Gahoun Héghbor, Me Dodji Apévon, etc. sont tous Ouatchi. Ceux de l'UTD¹⁴, de la CDPA¹⁵ ou encore de l'UFC¹ sont tous éwé ou

¹ En Ewé, « *Ekpé* » signifie cailloux ou pavés et en Kabiyè, « *Towu* » veut dire flèches. « *Mog* » fait référence à la force de maintien de la paix de la CEDEAO au Libéria, EGOMOG. Cailloux, pavés et flèches étaient les armes utilisées par ces groupes d'auto-défenses.

² Cette date marque le début du processus démocratique au Togo.

³ Ligue togolaise des droits de l'Homme.

⁴ Comite d'action contre le tribalisme et le racisme

⁵ Association togolaise de lutte contre la torture.

⁶ Association togolaise pour la liberté de presse.

⁷ Association pour la croissance sociale et la liberté.

⁸ Union des jeunes avocats.

⁹ Association pour la promotion de l'Etat de droit.

¹⁰ Mouvements estudiantins de lutte pour la démocratie.

¹¹ Groupe de réflexion et d'action des jeunes pour la démocratie.

¹² Organisation universitaire de lutte pour la démocratie.

¹³ Comité d'action pour le renouveau.

¹⁴ Union togolaise pour la démocratie.

¹⁵ Convention démocratique des peuples africains.

ou mina. Au sein du RPT², les intellectuels sudistes qui produisaient la base idéologique avant le 5 octobre 1990, quittèrent le parti. Ils furent remplacés par leurs collègues du Nord (Toulabor 1999 : 110), qui ont prit en main le parti³. Dramani Dama puis Easo Solitoki ont assuré le secrétariat général du parti. Avant eux, c'étaient des Sudistes, Edem Kodjo, Yao Kunalé Eklo et Ayité G. Mivédor qui ont exercé cette fonction au sein du RPT.

Dans ce contexte de méfiance régionale, les cadres du Nord qui avaient tenté une « aventure politique⁴ » dans des associations et formations politiques de l'opposition se rétractèrent, opérant un « retour à la maison⁵ ». Le 18 février 1991, des cadres du Nord (Dermame S. Fofana, Kaye Assih, Adam Boukari, Katakpaou Touré, Tcham Badjow, Batoke Awesso, Djato Monsila, Kangbeni Lamboni, etc.) qui s'inquiétèrent de l'allure « ethnique » (Amégée 2012) démissionnèrent du CATR, une association créée le 31 décembre 1990 par Yaowi Agboyibo (Agboyibo 1999 : 79). Entre 1993 et 1996, l'on assista à une démission en cascade au sein des partis d'opposition. La plus significative fut sans doute, celle du député de la 3^{ème} circonscription électorale de Tchaoudjo, Agouda Moumouni, des rangs de l'UTD, le 28 juin 1996. Le RPT fera cette « mauvaise herbe⁶ » de l'UTD, le 2^{ème} Vice-président de l'Assemblée nationale.

Si ces méfiances régionalistes sont politiquement assumées et servent de fonds de commerce lors des joutes électorales⁷, celles entre les acteurs politiques eux-mêmes, sont diffuses. Depuis la rupture intervenue entre le CAR et l'UTD suite à la nomination le 22 avril 1994 de Edem Kodjo, au poste de 1^{er} Ministre (Tchakpi 2011), leurs leaders s'accusent mutuellement de trahison (Agboyibo 1999). De

¹ Union des forces du changement.

² Rassemblement du peuple togolais, parti alors au pouvoir.

³ Exceptés Zarifou Ayeva du PDR, Dahuku Péré d'Alliance, Abi Tchessa du Pacte socialiste pour le renouveau (PSR), Aimé Kogué d'ADDI, la plupart des grands dirigeants de l'opposition sont du Sud.

⁴ Le Président Eyadema lui-même qualifiait à l'occasion des meetings et des marches de soutien, les opposants à son régime « d'aventuriers politiques ».

⁵ Expression utilisée par les tenants du RPT pour qualifier le retour de certains cadres du Nord ayant milité dans l'opposition.

⁶ Agouda Moumouni fut qualifié de « mauvaise herbe » par les dirigeants de l'UTD, parti qu'il a quitté.

⁷ La Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE) a lors des élections législatives du 14 octobre 2007, dénoncé le fait que les partis politiques jouent sur la fibre ethnique. Lire le Rapport de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne, pp. 33-36.

même, pour des raisons historiques¹, l'entente entre le CAR (parti des Ouatchi) et l'UFC (parti des Guin-Mina) est difficile à réaliser. Par ailleurs, les dissensions politiques étaient fortes entre l'UFC, parti de Gilchrist Olympio, fils de Sylvanus Olympio et le RPT du Président Eyadema. Ainsi, la méfiance entre les acteurs politiques rend-elle difficile des compromis.

Conclusion

Cinquante ans après les indépendances, les Togolais cherchent désespérément leurs repères : dates, hommes d'Etat, emblèmes nationaux, etc. divisent. De 1960 à 2010, deux commissions de réparations (1963 et 2010), une commission de réhabilitation de l'histoire du Togo (2006) et une permanente politique de réconciliation, ont été nécessaires. La réconciliation, objectif de ses organes, n'est pas encore au rendez-vous. La difficulté à réaliser la cohésion nationale, nécessaire à la construction d'une nation, s'explique sans doute par, trois raisons fondamentales : une organisation politique marquée par une indépendance entre les différents peuples, le contact sur fond de complexe entre les populations du Sud et celles du Nord et les dissensions historiques entre les peuples. A ces raisons structurelles, se greffe un héritage conjoncturel : l'assassinat le 13 janvier 1963 de Sylvanus Olympio, 1^{er} président du Togo indépendant, la tentative de récupération du pouvoir (par tous les moyens) par ses fils et héritiers politiques, l'incertitude sur le sort des tenants du pouvoir depuis 1967, etc.

Sources et bibliographie

1. Les sources

1.1. Périodiques et imprimés

Le National, 1^{ère} année, n° 67 du 3 juin 1957.

La Muse Togolaise, 3^{ème} année, n° 52 du 11 juillet 1957.

Négréta, n° 16 du 27 mai 1958.

Togo Républicain du 30 avril 1958.

Togo Presse, n° 3489 du 12 janvier 1974.

Togo Presse, n° 4398 du 12 janvier 1977.

Togo Presse, n° spécial du 13 janvier 1977.

Rapport de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne
lors des élections législatives du 14 octobre 2007.

¹Rivalités entre les Ouatchi et les guin-mina, les premiers étant considérés par les seconds comme « inférieurs ».

Recensement général de la population et de l'habitat (6-21 novembre 2010), résultats définitifs.

1.2. Sources électroniques

www.africansuccess.org/visuFiche.php?id=263&lang=fr consulté le 13 janvier 2014 à 19h39.

Déclaration de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) : Gnassingbé Eyadéma n'a pas sa place au monument de l'indépendance du Togo ! du 21 avril 2011, disponible sur www.anctogo.com, consulté le 8 mai 2014 à 4h 55.

[togozone.com/le-monument-du-flambeau-de-l'indépendance-au-tog/](http://togozone.com/le-monument-du-flambeau-de-l-independance-au-tog/), consulté le 10 juillet 2014 à 5h 26.

2. Bibliographie indicative

- Aduayom M. A., 1975. *Frontières contre peuples en Afrique noire : le cas éwé*. Thèse de doctorat de 3^è Cycle, Paris I, Sorbonne, 338 p.
- Agbobli A., 1992. *Sylvanus Olympio : Un destin tragique*, Dakar, NEA-Sénégal, 190 p.
- Agbobli A., 2007. *Sylvanus Olympio, le Père de l'indépendance togolaise*. Lomé, Graines de Pensées, 287 p.
- Agboyibo Y., 1999. *Combat pour un Togo démocratique, une méthode politique*, Paris, Karthala, 213 p.
- Ajavon R., 1989. *Naissance d'un Etat africain, le Togo, Territoire pilote, Lumière et Ombre, 1951-1958*, Lomé, NEA, 331 p.
- Ali-Napo P., 1995. *Le Togo à l'époque allemande (1884-1914)*. Thèse de doctorat d'Etat, 5 volumes, 2 507 p.
- Ali-Napo P., 1997. *Histoire des travailleurs manœuvres et soldats du nord-Togo au temps colonial : 1884-1960*, Lomé, Presses de l'Université du Bénin, 171 p.
- Almeida (d') K., 1998. *Les élections législatives du 27 avril 1958*. Mémoire de maîtrise en Histoire, Lomé, Université du Bénin, 172 p.
- Amegée M. K., 2010. *Histoire d'un avocat, d'un militant des droits de l'Homme et d'un politique : Me Yawovi Madji Agboyibo (1943-2009)*, Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Lomé, 181 p.
- Anignikin S. C., 2013. *Les indépendances africaines cinquante ans après : Nouveau regard sur le processus de décolonisation en Afrique noire*, Cotonou, Christon éditions, 186 p.
- Assima-Kpatcha E. Tsigbe K. N., 2013. *Le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960)*, Lomé, Collection « Patrimoine », n° 16, Presses de l'UL, 399 p.
- Deschamps H., 1965. *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, Presses universitaires de France, 128 p.

- Gayibor N. L. (éd), 2005. *Histoire des Togolais de 1884 à 1960*. Volume II, Tome I, Presse de l'Université de Lomé, 629 p.
- Gayibor N. L. (éd), 2005. *Histoire des Togolais de 1884 à 1960*, Volume II, Tome II, Presse de l'Université de Lomé, 754 p.
- Gayibor N. L., 2013. « Kpoyizoun, le résistant », In Assima-Kpatcha Eshoham et Tsigbé Koffi Nutefé, *Le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960)*, Lomé, Presses de l'UL, Collection « Patrimoine n° 16, pp 11-30.
- Gayibor N. L., 1991. *Le Genyi : Un royaume oublié de la Côte de Guinée au temps de la traite des Noirs*, Lomé, Haho et Karthala, 321 p.
- Halbwachs M., 1994. *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel.
- Izard M., 1985. *Le Yatenga précolonial. Un ancien royaume du Burkina*, Paris, Karthala.
- Kadanga K., 2007. *Formations associatives et politiques au Togo de 1990 à 1991 : Approche historique*, Lomé, Presse de l'Université de Lomé, 94 p.
- Kalimassa M., 2010. *Histoire d'un militaire et chef d'Etat togolais : le colonel Kleber Dadjo (1914-1989)*, Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Lomé, 119 p.
- Kpeda M., 2011. *Problématique de la cohabitation des émigrés kabyè-Losso avec les Kpélé dans le canton de Novivé de 1940 à 1991*, Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Lomé, 93 p.
- Nora P., 1999. « Les lieux de mémoires », In RUANO-BORBALAN Jean-Claude (éd), *L'histoire aujourd'hui*, Auxerre, Les Sciences Humaines Editions, pp. 343-349.
- Spire A., 2011. *L'étranger et la ville en Afrique de l'ouest, Lomé au regard d'Accra*, Paris, Karthala.
- Tchakpi E., 2011. *Les élections législatives des 6 et 20 février 1994 au Togo*, Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Lomé, 123 p.
- Tcham B. K., 2003. *Le Bassin de l'Oti du VXIII^e siècle à 1914*, thèse de doctorat d'Etat, Lomé, 3 tomes, 836 p.
- Tcham B. K., 2007. *Le royaume anoufo de Sansanné-Mango : de 1800 à 1897*, Lomé, Presses de l'UL, 476 p.
- Tcham B. K., 2013. « La tragédie de Mango au Nord-Togo : 1894-1897 », *Le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960)*, Lomé, Presses de l'UL, Collection « Patrimoine n° 16, pp. 31-46.
- Tété-Adjalogo T. G., 2006. *Histoire du Togo. La longue nuit de terreur (1963-2003)*, Paris, Editions A. J. Presse, 1334 p.
- Tshitenge L. M. K., 2008. « La chute du président togolais Nicolas Grunitzky » [archive], sur <http://www.jeuneafrique.com> [archive], 14 janvier 2008 (consulté le 13 janvier 2014).

Wondi Ch., 2010. « Symbolismes culturels traditionnels et indépendances africaines », In AGERON Charles-Robert et MICHEL Marc (éd), *L'Afrique noire française, l'heure des indépendances*, Paris, CNRS Editions, pp. 751- 766.

Yagla O. W., 1992. *Les indigènes du Togo à l'assaut du pouvoir colonial 1920-1958 : l'histoire politique d'un peuple africain*, Lomé, NEA-Togo, 119 p.